

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Nicolas Collet-Thiry** : Le préavis de prise d'acte : le risque disproportionné encouru par le salarié usant de son droit de provoquer une rupture immédiate.

**Michel Henry** : A propos de l'arrêt *Vivéo* : faisons un rêve.

**Mireille Poirier** : Les tâches afférentes aux examens universitaires : tout travail mérite salaire.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment*

Sanction des pressions patronales sur un Comité d'entreprise par le biais d'un « sondage » auprès du personnel.

**Cour d'appel d'Angers 17 avril 2012** – Note Maurice Cohen (p. 642)

Jusqu'où l'obligation de discrétion d'un membre du Comité d'entreprise ?

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2012** – Note Claudy Ménard (p. 649)

Travailleur mis à disposition : un « étranger » à l'entreprise, privé de droit constitutionnel à participation ?

**Tribunal d'instance de Paris (1<sup>er</sup> arrdt) 2 février 2012** – Note Thierry Durand (p. 660)

Inexécution fautive du contrat et altération du consentement du salarié en matière de rupture conventionnelle.

**Conseil de prud'hommes de Chalon-sur-Saône (Comm.) 25 avril 2012** – Note Anaïs Ferrer (p. 670)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit de la protection sociale** (deuxième partie) par Laure Camaji, Anne-Sophie Ginon et Frédéric Guiomard.

**Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel** (deuxième partie) par Pierre-Yves Gahdoun.



**Doctrine :**

**Le préavis de prise d'acte : le risque disproportionné encouru par le salarié usant de son droit de provoquer une rupture immédiate**, par **Nicolas Collet-Thiry**, Avocat au Barreau de Paris ..... 625

**A propos de l'arrêt *Vivéo* : faisons un rêve** par **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris ..... 629

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Cause – Motif économique – Appréciation – Office du juge – Limites.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 mai 2012** ..... 635

**Les tâches afférentes aux examens universitaires : tout travail mérite salaire** par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV ..... 636

**Jurisprudence :**

COMITÉ D'ENTREPRISE – 1° Attributions économiques – Plan de rattrapage de la production – Consultation du personnel par l'employeur – Pression illicite sur le comité – Dommages et intérêts – 2° Ordre du jour – Elaboration unilatérale – Caractère subsidiaire – Nécessité de recherche d'une rédaction conjointe.

**COUR D'APPEL D'ANGERS (référé) 17 avril 2012** ..... 642

Note **Maurice Cohen**, Docteur en Droit, Directeur de la RPDS. .... 645

COMITE D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Examen annuel des comptes – Expert-comptable – Mission – 1° Etude des charges du personnel et du système de rémunération – Communication des éléments au format électronique – 2° Analyse de la situation comparée des hommes et des femmes au sein de l'entreprise – Conditions.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 janvier 2012** ..... 646

Note **Christophe Baumgarten**, Avocat au Barreau de Bobigny ..... 647

COMITÉ D'ENTREPRISE – Membres – Obligation de discrétion – Transmission d'une information déformée à la presse – Manquement (oui) – Sanction disciplinaire (oui).

DISCIPLINE – Lettre de sanction – Signature – Qualité du signataire – Société par actions simplifiée – Direction – Délégation de pouvoir – Délégation écrite – Nécessité (non) – Caractère implicite.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 mars 2012** ..... 649

Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical ..... 650

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Bureau de conciliation – Pouvoirs (deux espèces) – Désignation de conseillers rapporteurs (première espèce) – Licenciement pour faute grave – Charge de preuve reposant sur l'employeur – Inversion du calendrier de communication des pièces (deuxième espèce).

**Première espèce : COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY (Ch. Soc.) 15 mai 2012** ..... 652

**Deuxième espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LYON (Concil.-Départ.) 29 mai 2012** ..... 654

Note **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy ..... 654

CONTRAT DE TRAVAIL – Lieu de travail – Déplacement international – Mobilité relevant du cadre habituel de son activité – Refus du salarié – Faute.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2012** ..... 655

Note **Thierry Durand** ..... 656

CONTRAT DE TRAVAIL – Harcèlement – Indemnisation – Préjudice – Actes de harcèlement (L 1152-1) – Manquement à l'obligation de prévention (L 1152-4) – Caractère distinct.

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Office du juge judiciaire – Indemnisation du harcèlement (oui) – Contrôle de la validité de la rupture (non).

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 juin 2012** ..... 657

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme ..... 658

CONTRAT DE TRAVAIL – Modification des horaires de travail – Réduction de la part d'horaires de nuit – Perte de la majoration conventionnelle de rémunération – Modification du contrat (non) – Pouvoir de direction de l'employeur.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 mai 2012** ..... 659

Note **Thierry Durand** ..... 660

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Electorat et éligibilité – Travailleurs mis à disposition – Délégation unique du personnel – Inéligibilité

**TRIBUNAL D'INSTANCE DE PARIS (1<sup>er</sup> arrdt.) 2 février 2012** ..... 660

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme ..... 661

LICENCIEMENT – Préavis – Dispense d'exécution – Effets – Modification des avantages (non) - Clause contractuelle – Caractère indifférent.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2012</b> .....	667
Note <b>Thierry Durand</b> .....	667
REMUNERATION – Dettes – Saisie des biens – Limites – Instruments de travail nécessaires à l'exercice personnel de l'activité professionnelle – Ordinateur – Salarié privé d'emploi – Bien utilisé pour la recherche d'emploi – Caractère saisissable (non).	
<b>COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 28 juin 2012</b> .....	668
Note <b>Marc Richevaux</b> , Maître de conférences à l'Université du Littoral .....	668
RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL – Prise d'acte – Effet immédiat – Incidence – Indemnités de prévoyance – Bénéfice (non).	
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 juin 2012</b> .....	668
Note <b>Thierry Durand</b> .....	669
RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture conventionnelle – Inexécution fautive du contrat par l'employeur – Accord sur la nécessité d'une rupture – Altération du consentement – Nullité.	
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE CHALON-SUR-SAÔNE (Commerce) 25 avril 2012</b> .....	670
Note <b>Anaïs Ferrer</b> , Conseillère confédérale service juridique CGT .....	671

## Chroniques jurisprudentielles :

<b>JURISPRUDENCE SOCIALE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL</b> premier semestre 2012 (deuxième partie) Extraits de décisions sélectionnés et commentés par <b>Pierre-Yves Gahdoun</b> , Professeur à l'Université Montpellier I, CERCOP	
COMITE D'ENTREPRISE – Entreprises de plus de 300 salariés – Représentant syndical – Désignation – Condition – Pluralité d'élus – 1 <sup>o</sup> Égalité et liberté syndicale – Conformité (oui) – 2 <sup>o</sup> Application immédiate de la loi – Dispositions transitoires.	
Décision n° 2011-216 QPC du 03 février 2012, M. Franck S. ....	673
Note .....	673
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Conséquence – Différence de traitement – Salariés de moins de 2 ans d'ancienneté – Caractère objectif et rationnel – Atteinte à l'égalité (non).	
Décision n° 2012-232 QPC du 13 avril 2012, M. Raymond S. ....	674
Note .....	675
GREVE – Transport aérien – Loi du 19 mars 2012 – Instauration de préavis individuels avant la cessation et la reprise du travail – Champ d'application limité aux salariés exerçant personnellement certaines missions – Préservation de l'ordre public.	
Décision n° 2012-650 DC du 15 mars 2012, Loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports .....	676
Note .....	676
<b>DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE</b> (deuxième partie) Décisions sélectionnées et commentées par <b>Laure Camaji</b> , Maître de conférences à l'Université Paris-Sud – IUT de Sceaux, <b>Anne-Sophie Ginon</b> et <b>Frédéric Guiomard</b> , Maîtres de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre – La Défense (IRERP EAC CNRS)	
ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE – Faute inexcusable – Action de la victime – Limites – 1 <sup>o</sup> Acceptation de l'offre d'indemnisation du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (deux espèces) 2 <sup>o</sup> Régime spécial – Marins (première espèce).	
<b>Première espèce : COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 22 septembre 2011</b> .....	678
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 6 octobre 2011</b> .....	679
Note <b>Frédéric Guiomard</b> .....	680
ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE – Faute inexcusable – Réparation du préjudice – Étendue – Préjudices non couverts par l'article L. 452-3 du Code de la Sécurité sociale – Dommages non couverts par le livre IV du Code de la Sécurité sociale – 1 <sup>o</sup> Détermination – Préjudice sexuel et déficit fonctionnel temporaire – 2 <sup>o</sup> Réparation versée directement par la caisse (oui) (deux espèces).	
<b>Troisième espèce : COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 4 avril 2012</b> .....	681
<b>Quatrième espèce : COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 4 avril 2012</b> .....	683
Note <b>Frédéric Guiomard</b> .....	683